



Résolution, Assemblée des délégué-e-s du 13 novembre 2021

APPEL AU CONSEIL FÉDÉRAL EN FAVEUR D'UN VRAI TOURNANT ÉCOLOGIQUE APRÈS L'ÉCHEC DE LA COP26

5 **La Conférence internationale sur le climat COP26 de Glasgow est un échec. Le président de la Confédération y a certes invité les gouvernements présents à définir des objectifs intermédiaires ambitieux. Mais la stratégie climatique du Conseil fédéral lui-même n'a pas d'objectifs intermédiaires contraignants, ni de mesures pour les réaliser rapidement.**

10

Même si les objectifs climatiques de Paris ont été réaffirmés et quelques progrès – par exemple contre les émissions de méthane – enregistrés, les gros titres ont fait place à un grand vide. Une chose est maintenant claire : la communauté internationale n'a pas la volonté de sortir rapidement l'humanité de l'ère carbone.

15

Ce qui est particulièrement choquant, c'est que le Conseil fédéral s'est illustré à la COP26 par la conclusion d'accords d'indemnisation à l'étranger, mais exclut une interdiction imminente des carburants fossiles. Cela créerait des conditions-cadres contraignantes pour les entreprises et les particuliers.

PLACE FINANCIÈRE : LA SUISSE DOIT TENIR SES ENGAGEMENTS

20

La Suisse a non seulement une responsabilité particulière mais également un levier mondial pour sortir de l'ère carbone : sa place financière. La place financière suisse finance 20 fois plus de gaz à effet de serre que l'ensemble des ménages et entreprises suisses. En effet, à côté des émissions CO₂ quotidiennes de la Suisse (dues au trafic motorisé, aux chauffages, au trafic aérien et à l'industrie), il y a celles – non négligeables – que notre place financière occasionne en investissant dans les énergies fossiles du monde entier. La justice climatique signifie qu'on ne gagne plus d'argent grâce au pétrole ou au gaz.

25

Les VERT-E-S en appellent au Conseil fédéral pour qu'il accélère tout de suite la décarbonisation du secteur financier – une mesure au puissant effet de levier. Nous nous engageons, avec nos partenaires de l'Alliance climatique, à maintenir la pression, au Parlement et via les instruments de démocratie directe.

30

OBJECTIFS CLIMATIQUES : UN MÉCANISME DE SURVEILLANCE, DOTÉ DE SANCTIONS, EST NÉCESSAIRE

35

La double crise du climat et de la biodiversité ne va pas disparaître parce que la politique est au point mort. Or, la population suisse montre clairement qu'elle ne veut pas en rester là : depuis les élections fédérales 2019, les VERT-E-S ont continué à gagner des sièges lors des élections cantonales et communales, parce que nous sommes le pouvoir politique qui,

depuis quatre décennies, met tout en œuvre pour effectuer le tournant écologique. Limiter le réchauffement climatique et s'adapter aux changements climatiques, façonner un avenir juste où il fait bon vivre sur notre planète relève de notre responsabilité à toutes et tous.

40 **Les VERT-E-S suisses, en tant que membres des Vert-e-s européen-ne-s, sont plus que jamais déterminé-e-s à agir pour que tous les pays endossent leurs responsabilités, s'ils ne réalisent pas leurs objectifs de protection climatique : nous regrettons beaucoup que la COP26 n'a pas pu se mettre d'accord sur un mécanisme**

45 **de surveillance doté de sanctions.**

PROTECTION CLIMATIQUE INTERNATIONALE : LA SUISSE DOIT METTRE DAVANTAGE D'ARGENT À DISPOSITION

La protection climatique internationale est aussi une question de justice et de solidarité mondiales. Car, les pays les plus touchés par le réchauffement climatique sont ceux qui n'ont actuellement guère de moyens. Grâce à un fonds de l'ONU, une aide annuelle de

50 100 milliards de dollars doit être versée par les pays riches - gros pollueurs - aux pays en développement, qui sont le plus touchés par l'impact du dérèglement climatique. Or, la Suisse veut utiliser une partie des fonds alloués à la coopération au développement, non plus pour lutter contre la pauvreté mais pour lutter au niveau mondial contre le changement

55 climatique.

La Suisse doit également contribuer au fonds de l'ONU, car notre pays est directement responsable. Les VERT-E-S en appellent au Conseil fédéral pour qu'il ne puise pas dans l'aide au développement, mais alloue des moyens supplémentaires en

60 **faveur du fonds international.**